

N° DP 25/526

DECISION DU PRESIDENT

MISE A DISPOSITION A TITRE GRATUIT DE LA SALLE DE CONFERENCE DE L'EPCC ESADTPM A L'AGENCE D'URBANISME DE L'AIRE TOULONNAISE ET DU VAR LE 28 AVRIL 2025

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 décembre 2010 portant création de l'Etablissement Public de Coopération Culturelle, à caractère administratif dénommé Ecole Supérieure d'art et de Design Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°16/06/21-15 du Conseil d'administration du 16 juin 2021 de l'EPCC ESADTPM portant modification et approbation de son règlement intérieur et ses annexes,

VU le contrat d'engagement républicain signé,

CONSIDERANT la demande de l'association « Agence d'Urbanisme de l'Aire toulonnaise et du Var » (AUDAT) en date du 14 avril 2025, sollicitant la mise à disposition à titre gracieux de la salle de conférence de l'EPCC ESADTPM le 28 avril 2025 en vue d'y organiser un séminaire en interne,

CONSIDERANT que cette date n'interfère pas avec le fonctionnement de l'EPCC,

CONSIDERANT que la manifestation prévue est compatible avec la destination des lieux,

CONSIDERANT qu'il appartient à l'autorité chargée de la gestion des biens de délivrer les autorisations d'occupation qui ne sont pas des autorisations de police,

D E C I D E

ARTICLE 1

DE METTRE la salle de conférence de l'EPCC ESADTPM gracieusement à la disposition de l'association AUDAT le 28 avril 2025 de 8h30 à 17h, ainsi que 6 tables et 25 chaises.

ARTICLE 2

DE DIRE que l'organisateur assumera toute la responsabilité de l'organisation de la manifestation envisagée ainsi que la préparation et devra se garantir auprès de la compagnie d'assurance pour tous les risques pouvant subvenir à cette occasion.

ARTICLE 3

DE DIRE que l'organisateur devra assumer une permanence pour l'accueil du public pendant et après la manifestation afin que soient respectés les lieux et le matériel.

ARTICLE 4

DE DIRE que cette mise à disposition est sans incidence financière.

La présente Décision sera

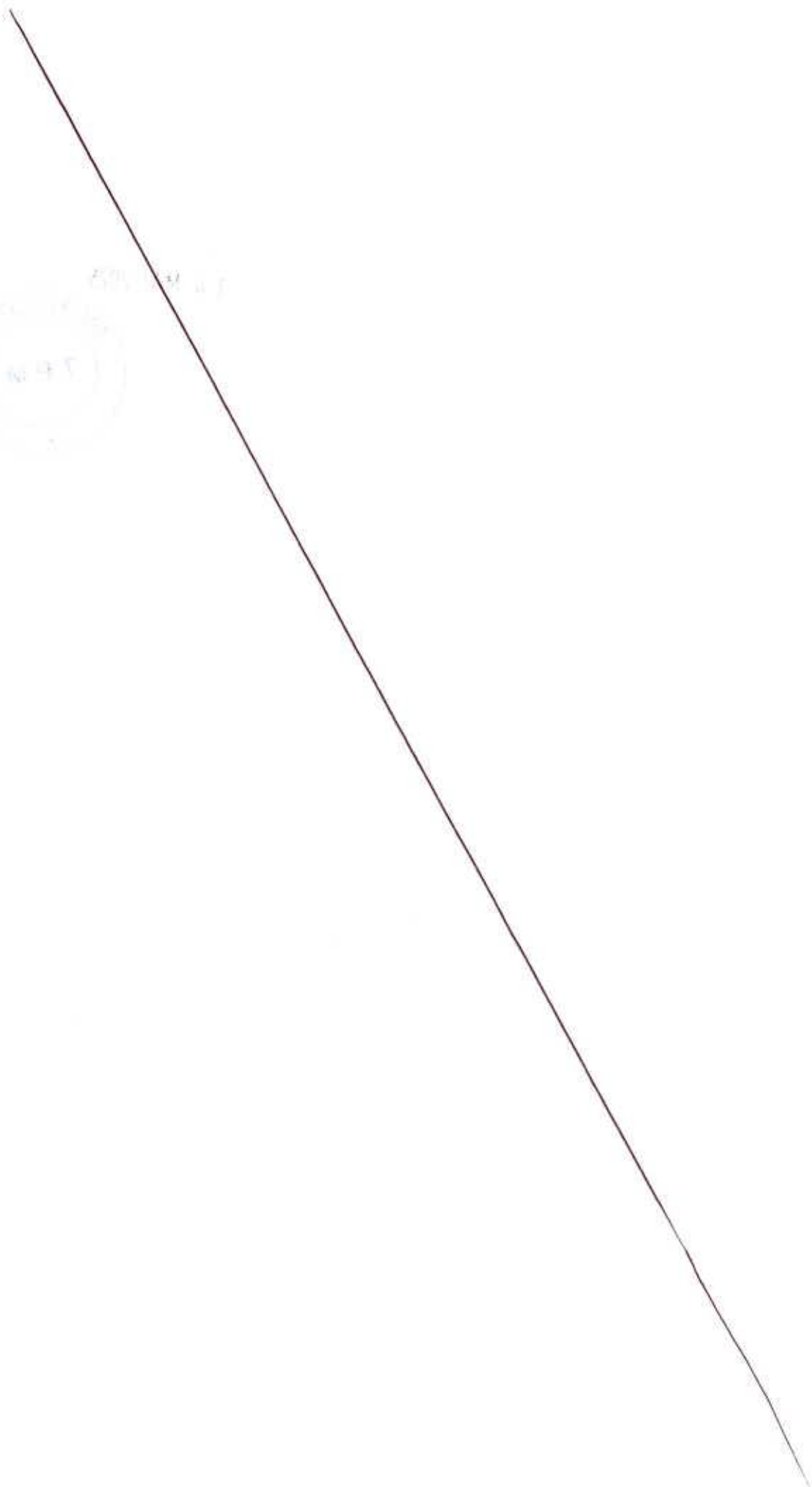
- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **14 MAI 2025**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée





505-131 u f

EPCC « École Supérieure d'Art et de Design
Toulon Provence Méditerranée »
2, parvis des Écoles
83000 Toulon

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE
L'EPCC ECOLE SUPERIEURE D'ART DE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**

**SEANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU MERCREDI 16 JUIN 2021**

NOMBRE DE MEMBRES		
19		
Présents	représentés	Absents
12	0	7
<u>OBJET DE LA DELIBERATION :</u>		
N° 16/06/21-15		
MODIFICATION ET APPROBATION DU REGLEMENT INTERIEUR DE L'ECOLE SUPERIEURE D'ART ET DE DESIGN ET DE SES ANNEXES		

L'an Deux Mille Vingt et un et le 16 du mois de juin à
14h30.

Le Conseil d'Administration de l'EPCC « École Supérieure
d'Art Toulon Provence Méditerranée », a été assemblé
au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de
Monsieur Yann TAINGUY.

ETAIENT PRESENTS :

Yann TAINGUY, Jean-Luc DELAUNAY, Gaston SECONDI,
Claude ARNAUD-GALLI, Aurélie GIRARD, Stéphanie
PETRALIA, Pascal SIMONET, Patrick SIROT, Steven ROGER,

ETAIENT ABSENTS REMPLACÉS (Suppléances)

Bénédicte LEFEUVRE représentée par Dalia MESSARA,
Valérie MONDONE représentée par Patrice CAZAUX,
Hélène BILL représentée par Delphine GROSSO.

ETAIENT ABSENTS REMPLACÉS (Mandats) :

ETAIENT ABSENTS EXCUSÉS :

Richard EVENCE, Jean-Pierre BLANC, François
CARRASSAN, Jean-Sébastien VIALATTE, Josy CHAMBON,
Hélène AUDIBERT, Emilie ALTERINI,

EPCC « Ecole Supérieure d'Art et de Design
Toulon Provence Méditerranée »
2, parvis des écoles Les Beaux-Arts Chalucet
83000 Toulon

**CONSEIL D'ADMINISTRATION DE
L'EPCC ECOLE SUPERIEURE D'ART ET DE DESIGN TOULON PROVENCE
MEDITERRANEE**

SEANCE DU MERCREDI 16 JUIN 2021

XXXXXXXXXXXX

N° D'ORDRE : 16/06/21-15

**OBJET : MODIFICATION ET APPROBATION DU REGLEMENT INTERIEUR DE L'ECOLE
SUPERIEURE D'ART ET DE DESIGN ET DE SES ANNEXES**

Monsieur le Président expose :

Mes chers collègues,

Par délibération en date du 24 janvier 2011 n°24/01/11-04, un règlement intérieur a été adopté pour l'école supérieure d'art et de design. Ce règlement intérieur a été modifié par délibération n° 03/07/14-05 en date du 3 juillet 2014 afin d'y inclure le règlement intérieur du Coursus Enseignement Supérieur, le règlement du prêt de matériel aux étudiants et la Charte informatique, le règlement intérieur des ateliers techniques, celui de la bibliothèque et celui des ateliers libres.

Le déménagement de l'école supérieure d'art et de design dans l'immeuble « Les Beaux-Arts » à Chalucet, l'installation de la bibliothèque au sein de la médiathèque de la Ville de Toulon au sein du quartier de la créativité et de la connaissance nécessitent que le règlement intérieur de l'école soit modifié et corresponde au fonctionnement du nouvel équipement accueillant l'école.

Il est donc proposé d'adopter le projet de règlement intérieur et ses annexes.

Après avoir entendu le rapport du Président,

LE CONSEIL D'ADMINISTRATIO

VU le Code Général des collectivités territoriales,

VU la loi n°2002-6 du 4 janvier 2002 relative à la création d'établissements publics de coopération culturelle,

VU la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée n°10/12/263 du 18 décembre 2010,

VU la délibération de la commission permanente du Conseil Départemental du Var n°G2S du 13 décembre 2010,

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 décembre 2010 créant un établissement public de coopération culturelle, à caractère administratif dénommé Ecole Supérieure d'Art et de Design Toulon Provence Méditerranée,

VU le projet de règlement intérieur ci-annexé,

CONSIDERANT qu'il convient d'approuver le règlement intérieur de l'EPCC ESADTPM et ses annexes,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1:

D'APPROUVER le projet de règlement intérieur ci-annexé.

ARTICLE 2 :

DE DIRE que le règlement intérieur et ses annexes feront l'objet d'un affichage dans l'établissement aux lieux et places requis et seront portés à la connaissance des utilisateurs par tous moyens dont le site internet de l'école.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.

Pour extrait certifié conforme au registre.


POUR : 12

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

Fait à TOULON, en trois exemplaires, le 17/06/2021

Le Président de l'Établissement Public
de Coopération Culturelle
École Supérieure d'Art de Toulon Provence
Méditerranée


Monsieur Yann TANGUY
E.P.C.C Ecole Supérieure d'Art et de Design
Toulon Provence Méditerranée
3
Yann TANGUY
Président
du Conseil d'Administration

Contrat d'Engagement Républicain

Décret no 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi N° 2000-321 Du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain Des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « *s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...)* », « *à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République* » et « *à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public* ».

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

ENGAGEMENT N° 1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

ENGAGEMENT N° 2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression. Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

ENGAGEMENT N° 3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

ENGAGEMENT N° 4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi. Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations. Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

ENGAGEMENT N° 5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme. Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

ENGAGEMENT N° 6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine. Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence. Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement. Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

ENGAGEMENT N° 7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.

Je soussigné, Thierry ALBERTINI, Président de l'audat.var

dûment habilité par l'association audat.var sise Technopôle Var Marin – 293 route de la Seyne –
83190 OLLIOULES

- Reconnais avoir pris connaissance du présent Contrat d'Engagement Républicain et en accepter les termes, le faire connaître aux membres de l'association et à l'afficher dans les locaux utilisés,
- M'engage à informer la Métropole TPM des manquements à ces principes dont nous pourrions avoir connaissance.
- Atteste être informé que le non-respect de ces dispositions et des termes du Contrat d'Engagement Républicain entraîneront soit le refus de l'attribution de la subvention soit, si elle a déjà fait l'objet d'une décision d'attribution, le retrait de celle-ci et la restitution des sommes versées.

Le 17 avril 2025 à Ollioules,

Lu et approuvé, bon pour engagement,

Thierry ALBERTINI
Président de l'audat.var

Signature



**AGENCE D'URBANISME
DE L'AIRE TOULONNAISE ET DU VAR**
audat.var
Technopôle Var Marin
293 Route de La Seyne-sur-Mer
83190 OLLIOULES
☎ 04 94 62 20 71
Siret 451 476 899 000 13